

Actualité Politique



Amir Reza-Tofighi, président de la Confédération des petites et moyennes entreprises.



Donald Trump a annoncé le 27 juillet avoir conclu un accord commercial avec Ursula von der Leyen.

Amir Reza-Tofighi, président de la CPME

« L'exaspération des chefs d'entreprise est à son comble ! »

CRISE Les patrons accusent le gouvernement de les faire passer à la caisse et réclament la loi de simplification de la vie économique promise, mais sans cesse repoussée

INTERVIEW

Les syndicats se dressent contre les annonces budgétaires de François Bayrou, un collectif appelle au blocage du pays le 10 septembre, le climat social vous inquiète-t-il ? Il ne fait aucun doute que la rentrée va être agitée en matière de mouvements sociaux. Je remarque que les organisations syndicales ne sont pas à l'initiative du mouvement du 10 septembre mais que certains partis politiques s'y joignent. Je remarque également que, paradoxalement dans nos entreprises, le climat social est plutôt bon. Il ne faudrait surtout pas que l'agitation sociale déborde sur les petites et moyennes entreprises (PME). Nous devons tous être conscients de la situation économique du pays et des décisions difficiles auxquelles il est confronté. Le constat est sans appel : la France décroche complètement de ses voisins européens par l'envolée de sa dette, par l'érosion de son PIB par habitant. La croissance résiste péniblement, mais tiendra-t-elle encore l'année prochaine ? Si les mobilisations de l'automne aboutissent au blocage du pays et si les décisions budgétaires nécessaires ne sont pas prises, nous redoutons que la facture ne soit payée une fois de plus par les entreprises, notamment les PME, à coups de taxes et de contraintes supplémentaires. Je ne dirais pas que je suis inquiet, mais je reste vigilant !

Y a-t-il dans le budget proposé par le Premier ministre des mesures qui seraient de nature à pénaliser les entreprises de façon excessive ? Au-delà du risque de réduire les allègements de charges – ce qui revient à renchérir le coût du travail et à freiner les hausses de salaires –, une mesure nous inquiète particulièrement : le transfert à l'entreprise de la prise en charge des arrêts maladie jusqu'au 7^e jour. Pour les entreprises, c'est la triple peine : le salarié est absent, il sera payé par son employeur et il cumulera des congés payés au titre de son arrêt maladie ! A cela s'ajoute le fait que l'on insinue que l'entreprise serait responsable de l'arrêt maladie du salarié puisque l'employeur devrait le rémunérer jusqu'au 7^e jour. On fait peser de manière injuste le coût de l'arrêt maladie sur l'entreprise en évitant de se pencher sur le véritable problème : les arrêts maladie abusifs. Il n'existe aucun système de contrôle réel et efficace des arrêts maladie, si bien qu'est entré dans les mœurs l'arrêt maladie de convenance. On me refuse des jours de congé, je demande à mon médecin un arrêt maladie. Même chez les moins de 30 ans, les arrêts maladie augmentent, alors qu'en principe les jeunes devraient être en meilleure santé que leurs aînés. Le problème, ce ne sont pas les malades mais les arrêts abusifs. Et au lieu de les combattre, on demande aux entreprises de payer. Imposer cette dépense aux PME, c'est à la fois injuste, intenable, et

symptomatique d'un État qui choisit de se défausser plutôt que d'agir.

L'été a été marqué par un accord entre la présidente de la Commission européenne et le président américain sur une taxation de 15 % des produits européens importés aux USA. Est-ce un moindre mal ?

Clairement, on ne peut pas dire que c'est un bon accord. D'ailleurs, personne ne le dit à part ceux qui l'ont signé... Il renvoie à la faiblesse de l'Europe. Mais dans un contexte de rapport de force commercial avec les États-Unis et la Chine, l'Union européenne doit se concentrer sur ce qui est à sa main.

« Nos concurrents avancent tandis que l'Europe régule et recule »

Depuis plusieurs années, l'Europe complexifie la vie des citoyens et des entreprises à coups de normes, de taxes, de réglementations, à contre-courant de ce que font les autres pays du monde. Nos concurrents avancent, l'Europe régule et recule. Au lieu de donner aux entreprises la capacité de répondre aux défis de demain que sont la transition écologique et la transition démographique, l'Europe leur met des boulets aux pieds, avec pour conséquence d'affaiblir notre

économie et de nous affaiblir face à nos concurrents.

Le Parlement est censé statuer sur la loi de simplification à la rentrée, promise depuis des mois, mais toujours pas mise en œuvre...

Et pour un texte qui ne nous annonce pas non plus une révolution ! Cela fait deux ans que cette loi de simplification navigue dans les eaux parlementaires. C'est d'autant plus agaçant que dans le même temps, l'administration, quotidiennement, continue de nous assommer de nouvelles normes et contraintes. La machine à réglementer ne s'arrête jamais. Il faut inverser la logique : mettre en place le test PME, pour que chaque loi ou norme soit testée dans une PME, pour s'assurer qu'elle est applicable et utile, et que toutes les normes aient une durée de vie limitée, afin de garantir qu'elles ont une utilité pour être reconduite. La puissance publique doit se focaliser sur comment simplifier la vie des entreprises et des citoyens. C'est ce qu'on fait en permanence dans nos entreprises, pourquoi l'État ne pourrait pas faire pareil ? L'exaspération des chefs d'entreprise qui ne se sentent pas entendus, pas compris, est à son comble.

Justement, quel est l'état d'esprit des 350 000 dirigeants de PME que vous représentez en cette rentrée ?

Au premier trimestre, le nombre de défaillances de petites et moyennes entreprises a augmenté de 30 %. Et ce sont souvent de belles PME. Ce

qui m'inquiète, c'est l'état de découragement d'une part importante des dirigeants. Les entrepreneurs, par définition, sont taillés pour traverser les difficultés, innover et trouver des solutions. Mais aujourd'hui, beaucoup ressentent une forme d'abandon de la nation. Le pays devrait collectivement se demander comment protéger les entreprises qui génèrent les emplois, tissent le lien social, et sont au cœur de la promesse républicaine de méritocratie. Car si nos PME disparaissent, c'est tout le tissu social qui se déchire : plus de chômage, plus d'importations de produits étrangers, moins de cohésion dans les territoires.

Le risque de censure du gouvernement, et donc d'une nouvelle période d'instabilité politique, menace. Est-ce le scénario du pire pour vous, entrepreneurs ?

Je comprends les débats et le rôle du Parlement, ils sont légitimes. Mais la responsabilité collective, c'est de ne pas transformer ces débats en blocage. Une censure aujourd'hui, ce serait condamner la France à l'impuissance alors que nos PME ont besoin de visibilité et d'élan. Les forces politiques peuvent diverger, mais elles doivent converger sur une évidence : sans entreprises, il n'y a ni emploi, ni cohésion sociale, ni prospérité. Un budget pro-entreprises n'est pas un cadeau : c'est une nécessité pour notre pays. ●